Contre les ténèbres autoritaires, étendons la lutte partout !



Pour faire du fric il faut du flic

Il y a comme un effet de cliquet à chaque mouvement social : la force de la répression passe un seuil inédit qui sera dépassé au mouvement suivant. La loi est toujours plus répressive, avec une police et une justice aux ordres dont les corps et les esprits des révolté-e-s en gardent la trace.

En France, les réformes néolibérales n'ont pas encore atteint le niveau des pays voisins européens : libéralisation du travail, privatisation des services publics, recul de l'âge de départ à la retraite à 70 ans, même si elles sont en bonne voie de le faire après 10 années de macronisme. Pour pousser à ces réformes que le capitalisme exige, les marchés financiers qui gèrent les dettes des États, punissent la France en faisant monter les taux d'intérêt. Le mouvement social actuel contraint le gouvernement à reconsidérer *a minima* certains plans d'austérité drastique réclamés par le capital. Il se retrouve pris en étau entre les exigences capitalistes de réformes structurelles et le contexte social explosif, et incapable de concessions budgétaires majeures pour apaiser la colère, il ne peut compter que sur le pourrissement et la répression du mouvement social.

Dictature : "work in progress"

Un régime autoritaire représente l'issue par le haut que les États adoptent dans la période, on le constate dans nombre de pays. Une défaite du mouvement social actuel en France donnerait encore plus de latitude au gouvernement pour renforcer les mesures liberticides. Et nous aurions tort de croire que si Mélenchon accédait au pouvoir, il infléchirait radicalement cette tendance car elle s'inscrit, à l'échelle mondiale, dans la dynamique capitaliste et autoritaire contre laquelle il nous faudrait continuer de lutter. Le seul moyen d'imposer une autre organisation sociale ce sont des luttes sociales d'ampleur comme actuellement en Albanie, Inde, Italie, Espagne…

Contournant tous les corps intermédiaires, l'État au service du capital s'affronte de façon de plus en plus directe à la classe du travail par une attitude arrogante refusant tout compromis ou dialogue avec les « partenaires sociaux ». Les bureaucraties syndicales décrédibilisées acceptent un rôle d'encadrement des manifestations que le gouvernement leur concède sur des parcours imposés par les préfectures.

Manifs et blocages hors des lieux de travail

La restructuration capitaliste à l'œuvre depuis les années 70 : fin des bastions ouvriers, recours toujours plus important à l'intérim et à la sous-traitance, robotisation, délocalisations, atomisation des salarié-e-s… a provoqué un recul de l'identification au lieu de travail et l'éclatement des structures collectives que l'on pouvait y trouver, comme les sections syndicales. Si les Gilets jaunes et autres mouvements sociaux choisissent des espaces routiers, commerciaux, péri-urbains comme lieux centraux d'action, c'est parce que le travail ne peut plus remplir le rôle de moteur des luttes sociales. Et la jeunesse mobilisée aujourd'hui n'a pas eu d'autre choix que d'occuper l'espace public, du fait de la stratégie de *lock-out* prise par les directions des établissements scolaires. Car le statut de travailleur et travailleuses en formation auquel s'identifient et s'opposent des lycéen-ne-s et étudiant-e-s est pourtant évident dans la lutte qu'ils et elles mènent contre l'Éducation nationale et son devenir marchand.

Étendre l'insubordination aux lieux de travail

Multiplier les lieux pour s'organiser

Manifestations et blocages radicaux ont pour ennemi essentiel l'État mais c'est aussi le cœur du capitalisme qu'il faut attaquer sur les lieux d'exploitation.

L'insubordination de la rue peut-elle rentrer dans les lieux de travail pour « bordéliser » les patrons ? Si le mouvement social, avec son autonomie, sa défiance vis-à-vis du pouvoir, sa joie, son autodéfense collective y parvenait, le rapport de forces prendrait une tournure nouvelle.



Etendre le mouvement, bloquer l'économie ne peut se faire sans l'outil de la grève. Et cela le 5 novembre, évidemment, mais aussi après sans se laisser dicter le tempo par les centrales syndicales.

Créer des lieux pour se réunir, échanger, refaire collectif, dans les boîtes et en dehors, faire la fête et rester solidaires. L'acharnement de l'État à faire cesser l'occupation des ronds-points par les Gilets jaunes, celui que met toujours le patronat à casser les solidarités sur les lieux de travail prouvent leur utilité.

Le collectif solidaire sur des bases de classe, c'est le pilier de nos espoirs et d'une société future débarrassée des rapports marchands et autoritaires.

En attendant ce futur, lutter c'est déjà un peu vivre autrement et sortir du capitalisme. Construire de tels moments et avoir envie de les répéter, c'est aussi faire des brèches dans le mur du pouvoir. Mieux vaut être joyeusement en lutte dans une école en ruine qu'anesthésié-e et abruti-e dans une école flambant neuve.

Organisation Communiste Libertaire
oclibertaire@riseup.net
oclibertaire.lautre.net

Au sommaire de COURANT ALTERNATIF n° 364, novembre 2026

édito : « Une révolte profonde » : page 3

Extrait

Lesdits « black blocs », « ultragauche », « émeutiers »… étaient quelques centaines seulement il y a dix ans, selon les versions policières et médiatiques [...]. Il y a eu ensuite les gilets jaunes. Leur violence était prétendument attisée par l'infiltration de l'ultragauche, mais on leur pardonnait, à ces gilets jaunes, car il était difficile de les renvoyer au rang de provocateurs tant leur cause restait légitime et populaire au fil des sondages, malgré tous les efforts des sondeurs pour minimiser leur popularité.

Selon les mêmes clowns de la propagande, les ultragauche sont maintenant des dizaines de milliers [...]. Voilà qui nous fait chaud au cœur, d'être devenus si nombreux en si peu d'années sans nous en être aperçus. L'ultragauche est en effet, historiquement, un courant politique radicalement antiléniniste qui, depuis un siècle, prône une révolution sociale et la fin du capitalisme sans le passage obligé par une dictature étatique. Un programme qui nous va. Seulement voilà, l'ultragauche même si elle a probablement adoré le 17 octobre, n'y a pas été pour grand-chose. Mais le mépris des « masses » solidement ancré dans les têtes d'œuf qui nous dirigent leur interdit de penser que ces « masses » peuvent agir par elles-mêmes.

- **LUTTES SOCIALES**
  pages 4-7 : Les lycéens
  pages 8-9 : Les étudiants
  pages 10 à 14 : En Belgique
  pages 15-17 : En Albanie
- **Vertement écolo : pages 18**
- **LUTTES ÉCOLOGIQUES**
  page 19 : Porcherie industrielle de Vassivière
  page 20 : Écran total, contre les smartphones
  page 21 : Sud-Chimie contre le groupe Syngenta
- **Insubordination salariale : pages 22-23**
- **ÉCONOMIE**
  pages 24-25 : Un budget ? Quel budget ?
- **Big Brother : pages 26-27**
- **NOUVELLE-CALÉDONIE**
  pages 28 à 31 : Les anti-indépendantistes à la manœuvre
- **INTERNATIONAL**
  pages 32-33 : Ceuta : mort d'une jeunesse en quête d'espoir
  pages 34 à 36 : Birmanie : guerre et révolution (2ème partie)





N'attendez pas d'être embarqués* pour vous abonner à courant alternatif

* Même si *Courant Alternatif* est gratuit pour les prisonniers !